

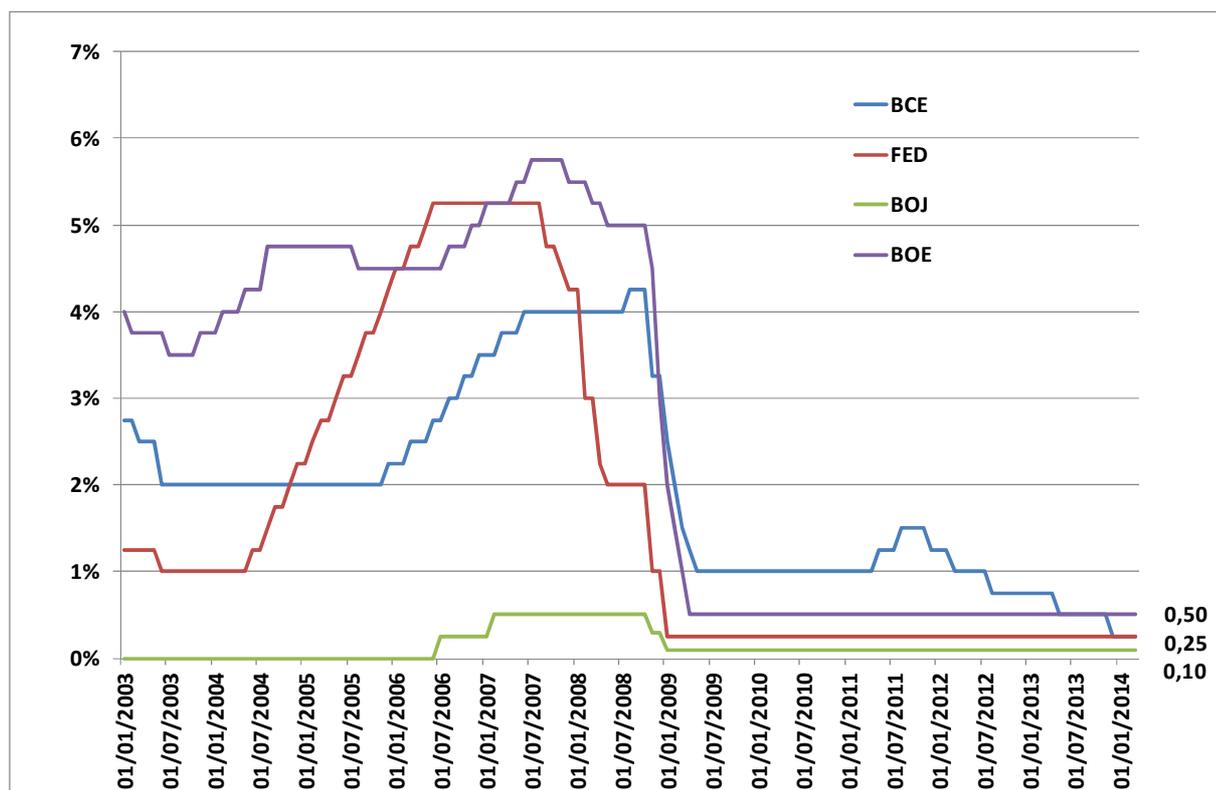
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 avril 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle des taux d'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À plus long terme, nous suivons très attentivement les évolutions et considérerons tous les instruments à notre disposition. Nous sommes fermement déterminés à conserver l'orientation largement accommodante de la politique monétaire et à agir rapidement si nécessaire. En conséquence, nous n'excluons pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire et nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée(...). Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse marquée des demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 347 700 en France métropolitaine fin février 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin janvier 2014 (+0,9 %, soit +31 500), il croît de 4,7 % sur un an.

Stabilité du taux de chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,9 % en février 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait à 12,0 % en février 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,6 % en février 2014, en baisse par rapport au taux de 10,7 % de janvier 2014. Il se situait à 10,9 % en février 2013. Eurostat estime qu'en février 2014, 25,920 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,965 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 65 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à février 2013, le chômage a baissé de 619 000 personnes dans l'UE28 et de 166 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (27,5 % en décembre 2013) et en Espagne (25,6 %).

Inflation

Baisse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mars 2014, en baisse par rapport au mois de février où il était de 0,7 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, le secteur des services devrait connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,1 % contre 1,3 % en février), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (1,0 % contre 1,5 % en février), des biens industriels hors énergie (0,3 % contre 0,4 % en février) et de l'énergie (-2,1 % contre -2,3 % en février).

France : Hausse des prix à la consommation en février

En février 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % après une baisse de 0,6 % en janvier 2014. Sur un an, il augmente de 0,9 % après +0,7 % en janvier 2014. Hors tabac, l'IPC augmente de 0,5 % en février 2014 et de 0,8 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC croît de 0,2 % en février 2014.

Banque de France

Publication d'une étude sur le surendettement des ménages

La Banque de France a publié en mars une étude intitulée « Le surendettement des ménages » dans laquelle elle étudie le profil des ménages surendettés et l'origine de leurs dettes. Les deux tiers sont des personnes vivant seules avec ou sans enfants. 48 % n'exercent pas de profession (chômage, invalidité...). Les surendettés exerçant un emploi sont à 60 % des employés et des ouvriers. Dans la moitié des dossiers, l'étude observe une incapacité à rembourser le moindre euro.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/ER2012_web_complet.pdf

Asie

Chine : Recul du commerce extérieur et mise en place d'un nouveau plan de relance

Selon les chiffres publiés le 10 avril par les douanes chinoises, l'excédent commercial était de 7,7 milliards de dollars en mars 2014. Par rapport à la même période de l'année dernière, les exportations ont baissé de 6,6 % quand les importations reculaient de 11,3 %. Il faut noter que les chiffres de 2013 avaient été artificiellement gonflés, ce qui accentue aujourd'hui l'effet négatif. Mais malgré cela, ces chiffres restent très en deçà des prévisions de plusieurs analystes. Au début du mois d'avril, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un plan de relance, comportant des mesures ciblées, notamment en faveur des petites entreprises, et du développement des infrastructures ferroviaires. Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (23 à 35 milliards d'euros) va être créé pour soutenir ces projets.

Le Japon : Rachats d'actifs de la banque centrale

D'après une enquête de Bloomberg, les économistes anticipent un doublement des rachats d'ETF (Exchange-Traded Fund) d'ici le mois de juillet à 2 000 milliards de yens. Cependant, deux conseillers de Shinzo Abe envisagent une augmentation du programme de rachats d'actifs dès le mois de mai.

2 – Actualité régionale

L'Australie et la Nouvelle Zélande lèvent leurs sanctions à l'encontre des îles Fidji

Suite au putsch du Contre-amiral Franck Bainimarama en décembre 2006 aux îles Fidji, l'Australie et la Nouvelle Zélande avaient montré leur désaccord en sanctionnant l'archipel, principalement au travers d'interdictions de visas aux personnalités du nouveau régime et leurs proches. Ses sanctions ont été officiellement levées le 29 mars dernier, au lendemain de l'annonce par le gouvernement de la date fixée pour les législatives, à savoir le 17 septembre 2014. Ces élections devraient marquer le retour de l'archipel à la démocratie.

Inondations et séisme aux îles Salomon

Au début du mois d'avril, les îles Salomon ont été rudement frappées par une dépression tropicale ayant engendré les pires inondations connues par l'archipel, suivies d'un séisme de magnitude 6 sur l'échelle de Richter. Alors que le séisme n'a engendré ni dégâts ni blessés, les inondations ont entraîné la mort d'au moins 23 personnes. On relève par ailleurs une quarantaine de disparus. Les dégâts matériels sont importants, les eaux ayant endommagé de nombreuses infrastructures (notamment des axes routiers et le wharf de la capitale) ainsi que des habitations. Près de 50 000 salomonais se sont retrouvés sans-abri. L'Australie et la Nouvelle Zélande ont tous deux annoncé qu'ils apporteraient leur aide à la reconstruction des infrastructures endommagées, qu'elle soit financière ou matérielle, voire sous forme d'expertise, à un niveau qui dépendra de l'étendue des dégâts.

Étude de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le Pacifique

La Banque mondiale a publié en mars un rapport traitant de la pauvreté dans la région Pacifique, titré « Détresse et vulnérabilité dans les nations océaniques du Pacifique ». Selon cette étude, 20 % de la population du Pacifique est en situation de précarité, ne pouvant répondre à ses besoins les plus élémentaires (notamment l'achat de nourriture et de médicaments). Le rapport recommande aux gouvernements d'augmenter leur appui aux populations, en amont des réseaux de solidarité traditionnels, lesquels sont très développés dans la région mais insuffisants face aux difficultés engendrées par les catastrophes naturelles, les difficultés économiques ou encore les risques sanitaires. Le rapport complet est accessible sur le site Internet de la Banque mondiale : www.worldbank.org.

3 – Brèves locales

Session extraordinaire du 19 mars 2014

À l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale du 19 mars dernier, le Président de l'Assemblée territoriale, M. Petelo HANISI a, au cours de son allocution, présenté les projets sur lesquels se concentreront les travaux de l'Assemblée territoriale. Parmi ceux-ci :

- la baisse du prix de l'électricité ;
- la gestion du port de commerce de Mata'Utu ;
- l'état d'avancement du projet de téléphonie mobile ;
- l'examen de la demande de pêche des États-Unis dans la zone économique exclusive du Territoire ;
- les projets envisagés pour financement sur le XI^e Fonds européen de développement.

Entrée en vigueur du bouclier qualité-prix 2014

Le 21 mars dernier, un nouvel accord de modération des prix sur une liste de produits de consommation courante a été signé pour l'année 2014, par le Préfet et les principaux acteurs du secteur du commerce du Territoire. Entré en vigueur le 1^{er} avril, cet accord, dit « bouclier qualité-prix 2014 » (BQP 2014), engendre une baisse des prix de 13 produits de grande consommation. Le coût global du panier a été plafonné à 10 600 F CFP. Une commission spécialisée a été mise en place par l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR), afin de suivre les résultats des mesures prises, grâce notamment à un relevé régulier des prix dans les magasins participants.

Une foire de produits locaux à Wallis

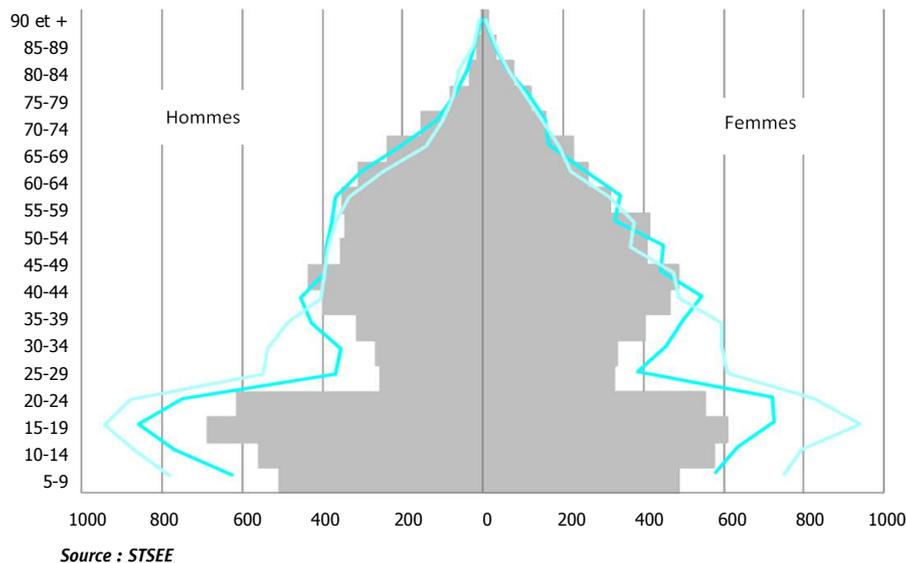
Organisée par la Chambre du commerce, de l'industrie et des métiers de l'agriculture, une foire a été inaugurée au marché de Aka'Aka le samedi 29 mars dernier. Plus d'une quarantaine d'exposants, maraîchers, pêcheurs et artisans proposant des produits locaux, étaient présents pour l'événement. Au travers de cette initiative, la volonté de la CCIMA est de fédérer le secteur privé du Territoire et permettre au marché de Aka'Aka de retrouver un rythme de croisière. Face à l'engouement général, le Président de la CCIMA envisage le renouvellement de cette opération.

Débloccage de la situation pour le projet de quai de Leava

Lundi 31 mars, des élus territoriaux dont le Député, le Sénateur et le Président de l'Assemblée territoriale se sont rendus à Futuna pour examiner la situation concernant le projet de quai à Leava. À la demande de la chefferie de Sigave, une réunion élargie incluant l'agent maritime et le pilote du porte-conteneurs a été organisée. Le projet tel que défini dans le DOCUP signé en octobre 2013 a été validé, avec toutefois quelques aménagements en lien avec la profondeur du quai et la reconstruction d'un ponton à l'endroit du quai actuel en très mauvais état. Cette réunion a permis l'émergence d'un consensus pour la construction du quai de Leava qui interviendra vers l'intérieur de la baie, dans la ligne du projet FED.

Premiers résultats du recensement de la population en 2013

Le 1^{er} avril dernier, le Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE) a présenté à l'Administration supérieure les premiers résultats du recensement général de la population effectué en juillet 2013. En passant de 13 445 habitants en 2008 à 12 197 habitants en 2013, la population de Wallis-et-Futuna a diminué de 9,3 % en cinq ans. Une comparaison détaillée de la pyramide des âges avec celles de 2003 et 2008 met en évidence une forte émigration des jeunes de 20 à 35 ans au sein de la population du Territoire, laquelle est vieillissante. On remarque en effet que la pyramide se rétrécit à sa base au fur et à mesure des recensements, conséquence directe de ce flux d'émigration. Cette évolution résulte, pour les populations jeunes, principalement de la nécessité de quitter le Territoire pour entreprendre les études supérieures et d'une offre d'emplois insuffisante sur le marché du travail local.



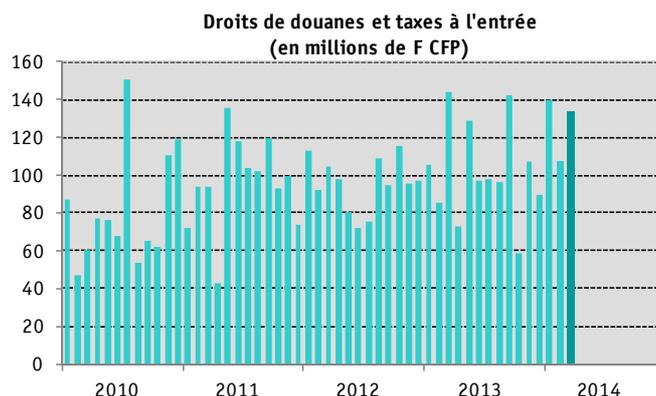
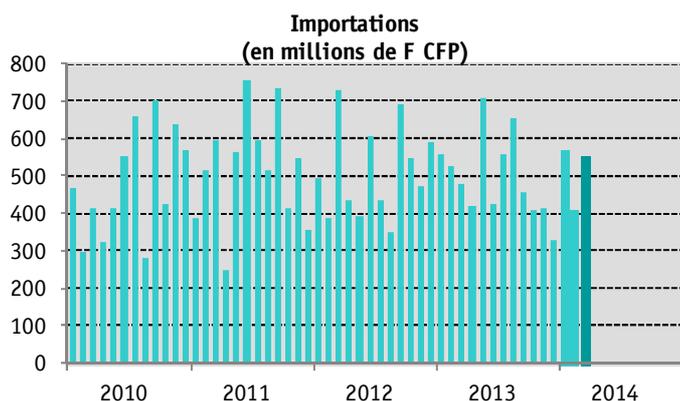
Un référé de la Cour des comptes au sujet de Wallis-et-Futuna rendu public

Le coût de l'engagement de l'État à Wallis-et-Futuna a fait l'objet d'un référé de la Cour des comptes auprès du ministre de l'Outre-mer, daté du 20 janvier et rendu public le 27 mars dernier. La juridiction financière, chargée de veiller à ce que les fonds publics soient bien utilisés et à ce que les investissements soient efficaces, souligne des résultats limités, en termes de développement, du soutien financier de l'État au Territoire. La Cour des comptes préconise dans ses conclusions de « sécuriser le cadre juridique de la coutume pour créer les conditions d'un réel développement économique », et de « mener à son terme l'évolution déjà engagée du cadre institutionnel ».

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 13		116,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF	mars-14		89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés	sept-13		2 158	-	5,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-14	554	35,8%	16,7%
	cumulées	mars-14	1 532	-	-1,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-14	134	25,4%	-7,1%
	cumulés	mars-14	381	-	13,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-14	143	-	40,1%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-13	1 667	9,6%	18,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-13	3 075	19,9%	0,4%
	cumulé	déc-13	32 816	-	11,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-13	1 369	17,0%	2,2%
	cumulé	déc-13	13 017	-	-7,5%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-14	4	100,0%	33,3%
	cumulées	mars-14	10	-	-16,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-14	17	13,3%	-32,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

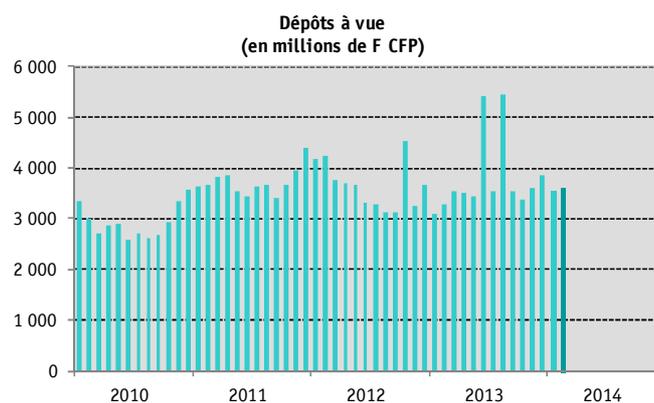
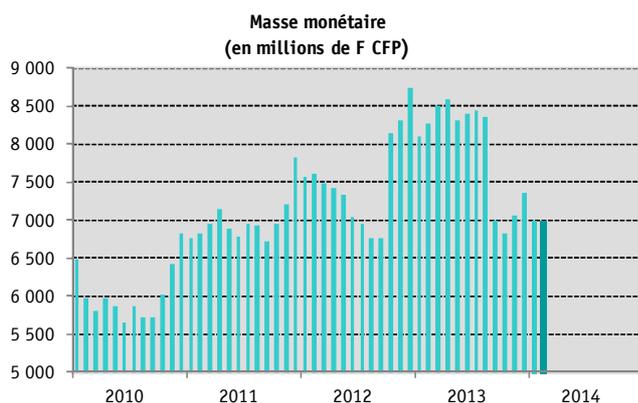


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

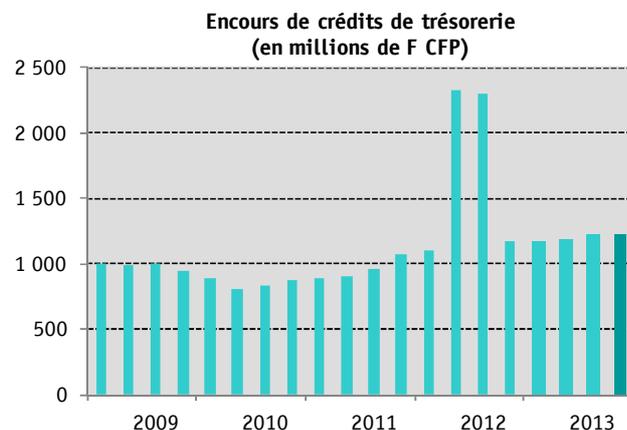
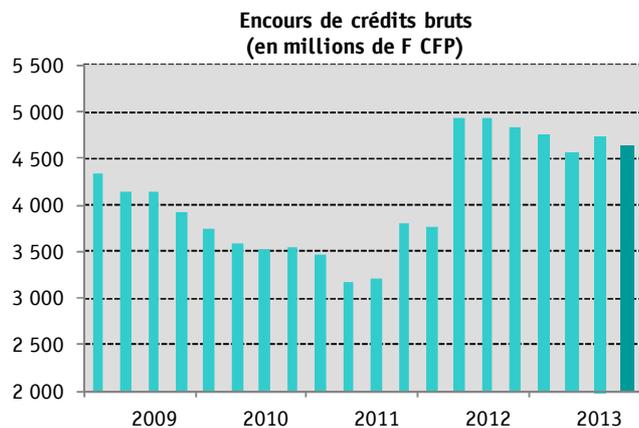
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 115	2 113	2 063	-2,4%	-2,5%
Dépôts à vue	3 270	3 554	3 594	1,1%	9,9%
Total M1	5 385	5 667	5 656	-0,2%	5,0%
M2-M1	543	512	516	0,7%	-5,0%
Total M3	8 261	7 000	6 992	-0,1%	-15,4%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

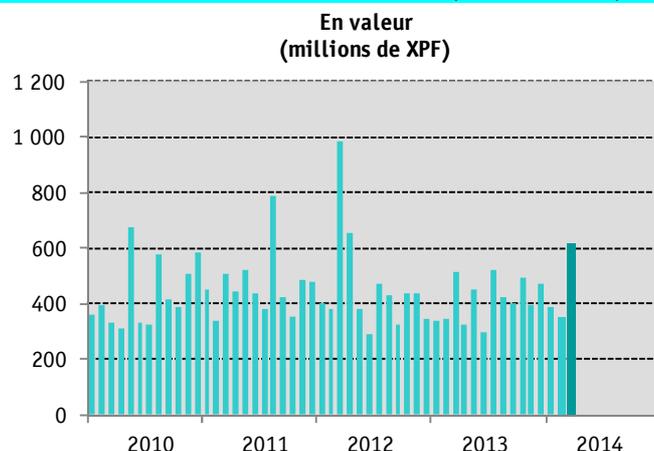
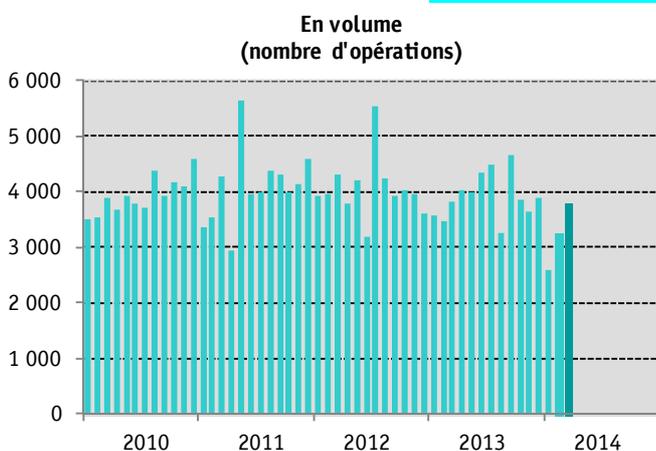
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
Total encours brut	3 802	4 839	4 633	-4,3%



Compensation

Hausse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	mars-13	févr-14	mars-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 820	3 255	3 759	9 581	15,5%	-1,6%
Compensation (en millions de CFP)	518	351	622	1 359	77,0%	20,0%



Incidents bancaires

Forte progression des incidents de paiement sur chèque

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	44	43	77	120	79,1%	75,0%
Retraits de cartes bancaires	2	1	4	5	300,0%	100,0%

Interdits bancaires

Recul sur l'année du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	389	335	338	0,9%	-13,1%
- dont personnes physiques	378	325	326	0,3%	-13,8%
- dont personnes morales	11	10	12	20,0%	9,1%

en nombre	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	17	17	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,73	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11	12	9,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	284	239	-16,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	19	18	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	14	10	-28,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 052	2 158	5,2%
dont secteur privé	septembre	831	879	5,8%
dont secteur public	septembre	1 221	1 279	4,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	378	326	-13,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	2	4	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	44	77	75,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	404	409	1,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	202	220	9,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	85	90	6,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	11	7	-36,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 555	1 532	-1,5%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	440	529	20,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mars	335	381	13,6%
dont taxes intérieures de consommation	mars	102	143	40,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 270	3 594	9,9%
M1	février	5 385	5 656	5,0%
M2	février	5 928	6 172	4,1%
Dépôts à terme	février	2 334	820	-64,8%
M3	février	8 261	6 992	-15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 530	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 530	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	281	-	-
Entreprises	décembre	2 370	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	112	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	1 985	-	-
Collectivités locales	décembre	204	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	60	-	-
créances douteuses brutes	décembre	469	-	-
taux de créances douteuses	décembre	10,1%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	3 252	-	-
dont assurances-vie	décembre	986	-	-
Sociétés	décembre	1 806	-	-
Autres agents	décembre	2 110	-	-

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1
EONIA	0,6880%	0,2590%	+ 0,429 pt
EURIBOR 1 mois	0,2370%	0,2180%	+ 0,019 pt
EURIBOR 3 mois	0,3130%	0,3130%	+ 0,000 pt
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,3840%	+ 0,034 pt
EURIBOR 12 mois	0,5900%	0,5490%	+ 0,041 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1
TEMPE	0,1907%	0,1601%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	0,2310%	0,2250%	+ 0,006 pt
EURIBOR 3 mois	0,3040%	0,2890%	+ 0,015 pt
EURIBOR 6 mois	0,4060%	0,3870%	+ 0,019 pt
EURIBOR 12 mois	0,5760%	0,5500%	+ 0,026 pt
TMO	2,3500%	2,4200%	- 0,070 pt
TME	2,1500%	2,2200%	- 0,070 pt
TRBOSP	2,2800%	2,3100%	- 0,030 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014
taux JJ	0,130%	0,110%	0,130%	0,053%	0,066%	0,069%	0,440%	0,450%	0,450%
3 mois	0,240%	0,200%	0,250%	0,135%	0,140%	0,144%	0,520%	0,520%	0,530%
10 ans emprunts phares	2,750%	2,690%	2,650%	0,650%	0,590%	0,620%	2,760%	2,740%	2,710%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,5475	1 NZD/XPF	74,8068	1 HKD/XPF	11,1553	1 GBP/XPF	144,0857	
100 JPY/XPF	83,7886	1 AUD/XPF	79,8686	1 SGD/XPF	68,7157	100 VUV/XPF	91,3162	1 FJD/XPF	46,1846